

Wetenschappelijke naam	Gangbare naam	UPOV-richtsnoeren
<i>Medicago littoralis</i> Rohde ex Loisel.	Medicago littoralis Rohde ex Loisel	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Medicago lupulina</i> L.	Hopperupsklaver	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Medicago murex</i> Willd.	Medicago murex Willd	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Medicago polymorpha</i> L.	Ruige rupsklaver	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Medicago rugosa</i> Desr.	Medicago rugosa Desr	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Medicago scutellata</i> (L.) Mill.	Slakkenklaver	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Medicago truncatula</i> Gaertn.	Bonte luzerne	TG/228/1 van 5.4.2006
<i>Trifolium repens</i> L.	Witte klaver	TG/38/7 van 9.4.2003
<i>Trifolium subterraneum</i> L.	Onderaardse klaver	TG/170/3 van 4.4.2001
<i>Phacelia tanacetifolia</i> Benth.	Phacelia	TG/319/1 van 5.4.2017
<i>Arachis hypogaea</i> L.	Grondnoot	TG/93/4 van 9.4.2014
<i>Brassica juncea</i> Czern	Bruine mosterd	TG / 335 / 1 van 17.12.2020
<i>Brassica rapa</i> L. var. <i>silvestris</i> (Lam.) Briggs	Raapzaad	TG/185/3 van 17.4.2002
<i>Carthamus tinctorius</i> L.	Saffloer	TG / 134 / 3 van 12.10.1990
<i>Papaver somniferum</i> L.	Blauwmaanzaad	TG/166/4 van 9.4.2014

Groentegewassen

Wetenschappelijke naam	Gangbare naam	UPOV-richtsnoeren
<i>Brassica rapa</i> L.	Meiraap	TG/37/10 van 4.4.2001.

De tekst van deze richtsnoeren ligt ter inzage op de website van de UPOV (www.upov.int).. »

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van 5 september 2022 ter vervanging van bijlagen 1 en 2 van het besluit van de Waalse Regering van 24 april 2014 betreffende de rassencatalogi voor landbouwgewassen en groentegewassen en tot opheffing van verschillende desbetreffende bepalingen.

Namen, 5 september 2022.

W. BORSUS

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE**

[C – 2022/42193]

30 JUIN 2022. — Arrêté 2022/607 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale et fixant l'entrée en vigueur de différents articles de l'arrêté 2021/1008 du Collège de la Commission communautaire française du 24 juin 2021 modifiant l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu le décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, les articles 3 alinéa 2, 5§ 2, 662 et 7 alinéa 5 ;

Vu l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu l'arrêté 2021/1008 du Collège de la Commission communautaire française du 24 juin 2021 modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, l'article 23 ;

Vu l'avis du Conseil consultatif bruxellois francophone de l'Aide aux personnes et de la Santé – Section Cohésion sociale, donné le 30 mai 2022;

Vu la concertation intra-francophone du 9 mai 2022;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation respective des hommes et des femmes, requis en vertu de l'article 3, alinéa 1^{er}, 2^o du Décret du 21 juin 2013 portant intégration de la dimension de genre dans les lignes politiques de la Commission communautaire française, émis le 21 avril 2022;

Vu le rapport d'évaluation de l'impact du présent arrêté sur la situation des personnes handicapées, requis en vertu de l'article 4, § 3 du décret du 5 décembre 2016 portant intégration de la dimension du handicap dans les lignes politiques de la Commission Communautaire Française, émis le 21 avril 2022 ;

Vu l'avis 71.449/4 du Conseil d'Etat, donné le 31 mai 2022, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

CONSIDERANT

Considérant que l'arrêté 2021/1008 du 24 juin 2021 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2014/562 du 24 avril 2014 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale définit un public prioritaire et un pourcentage de places qui leur est réservée pour respecter l'engagement pris par l'accord de coopération du 20 décembre 2018 conclu entre la Communauté flamande, la Commission communautaire française et la Commission communautaire commune relatif au parcours d'accueil obligatoire des primo-arrivants à Bruxelles-Capitale de réserver 4.000 parcours pour les primo-arrivants obligés ;

Considérant que ce pourcentage avait été calculé sur base d'une capacité totale agréée de 5.000 places et que la capacité totale sera prochainement augmentée par un nouvel agrément ;

Considérant qu'il importe que le nombre de places réservées au public prioritaire soient réparties de manière proportionnelle entre les différents bureaux d'accueil agréés ;

Considérant que l'arrêté 2021/1008 du 24 juin 2021 du Collège de la Commission communautaire française modifiant l'arrêté 2014/562 du 24 avril 2014 du Collège de la Commission communautaire française portant exécution du décret du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale définit la notion de « dossier actif » et qu'il y a lieu de rendre cette notion plus claire et opérationnelle en précisant les conditions de suspension et de clôture des dossiers ;

Considérant que le Collège de la Commission communautaire française doit encore fixer la date d'entrée en vigueur de différents articles de l'arrêté 2021/1008 du Collège de la Commission communautaire française du 24 juin 2021 modifiant l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, conformément à l'article 23 de cet arrêté 2021/1008 ;

Considérant que les articles 7, 9, 18, 20 alinéa 3, 21 et 22 de l'arrêté 2021/1008 du Collège de la Commission communautaire française du 24 juin 2021 modifiant l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale sont déjà entrés en vigueur le 1^{er} juillet 2021 ;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Santé,

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128 de celle-ci.

Art. 2. L'article 2 de l'arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale, modifié par l'arrêté 2018/2162 du Collège de la Commission communautaire française du 14 mars 2019, est complété par le 19^o rédigé comme suit : « 19^o Dossier actif : dossier qui n'est ni suspendu ni clôturé »

Art. 3. A l'article 3 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

a) l'alinéa premier est complété par les phrases suivantes : « Les bénéficiaires qui ont l'obligation de suivre un parcours d'accueil sur base de l'ordonnance du 11 mai 2017 de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants sont prioritaires. Un minimum de 4.000 places leur sont réservées sur l'ensemble de la capacité agréée des bureaux d'accueil » ;

b) le deuxième alinéa, 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o. Des modalités de suspension et de clôture de leur dossier et des conditions de délivrance des attestations visées à l'alinéa 3 et aux articles 11, 20, 20/1 et 20/2. »

c) Les alinéas 3 et 4 rédigés comme suit sont ajoutés :

« Lorsque le bénéficiaire a l'obligation de suivre le parcours d'accueil sur base de l'ordonnance du 11 mai 2017 de la Commission communautaire commune de Bruxelles-Capitale concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants, une attestation d'enregistrement régulier lui est remise lorsqu'il s'inscrit dans le parcours d'accueil proposé.

Cette attestation d'enregistrement régulier reprend au minimum les informations suivantes permettant d'identifier le bénéficiaire : nom, prénom, domicile et numéro de registre national. »

Art. 4. A l'article 5 du même arrêté, l'alinéa 4 est abrogé.

Art. 5. Dans le même arrêté sont insérés les articles 5/1, 5/2 et 5/3 rédigés comme suit :

« Art 5/1 : « Un dossier est suspendu au sens de l'article 2, 19^o :

1^o Pour les primo-arrivants qui sont prioritaires au sens de l'article 3, al. 1:

— dans les cas et pour la durée prévus à l'article 2, 1^o à 6^o et 9^o de l'arrêté du Collège réuni du 19 juillet 2018 portant exécution de l'ordonnance de la Commission communautaire commune du 11 mai 2017 concernant le parcours d'accueil des primo-arrivants ;

— Un mois après l'absence de réponse au courrier envoyé par le bureau d'accueil :

- à l'issue de la période à la suspension visée au premier tiret et après laquelle le bénéficiaire ne reprend pas son parcours ;
- faisant suite à la non présentation aux rendez-vous ou formations programmés.

2^o Pour les bénéficiaires qui ne sont pas des primo-arrivants prioritaires au sens de l'article 3, al. 1, en cas d'impossibilité temporaire de maximum six mois de suivre le parcours pour causes d'emploi, de formation, de santé, d'interruption du séjour en région de Bruxelles-Capitale, de naissance d'un enfant et d'allaitement s'agissant de la mère, pour procurer assistance, soin ou des soins palliatifs à un membre de sa famille ou à une personne vivant sous le même toit, en cas de décès d'un membre de sa famille ascendant ou descendant ou de son conjoint ou cohabitant légal, en cas d'impossibilité de suivre le parcours pour raisons d'absence de solution de garde d'un enfant qui n'est pas en âge scolaire.

Dans les situations visées à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le bénéficiaire avertit le bureau d'accueil de la durée de son impossibilité de suivre le parcours.

Dans les cas visés à l'alinéa 1^{er}, 2^o, le bénéficiaire peut prolonger ou renouveler cette durée en informant le bureau d'accueil, pour autant que la durée cumulée des suspensions ne dépasse pas 6 mois. »

Art. 5/2 : « Un dossier est clôturé au sens de l'article 2,19^o :

- 1^o Lorsque le bénéficiaire a terminé son parcours et se voit délivrer une attestation de fin de parcours ou une attestation de suivi du volet secondaire ;
- 2^o Pour les bénéficiaires qui ne sont pas des primo-arrivants prioritaires au sens de l'article 3, al. 1 dont le délai de suspension est épuisé, un mois après l'envoi d'un courrier par le bureau d'accueil indiquant que le dossier va être clôturé et auquel aucune réponse n'est apportée ou dont le délai de suspension est supérieur à 6 mois.
- 3^o Pour les bénéficiaires qui ne sont pas des primo-arrivants prioritaires au sens de l'article 3, al. 1, en cas de non-respect des engagements pris dans la convention concernant le suivi de modules de formation.
- 4^o Pour tous les bénéficiaires qui manifestent leur volonté d'arrêter le parcours auquel ils sont inscrits ou ont déménagé dans une autre région ou à l'étranger.

Dans les situations visées aux alinéa 1^{er} 3^o et 4^o, le bénéficiaire pourra ultérieurement solliciter une nouvelle inscription. »

Art. 5/3 : Le courrier envoyé par le bureau d'accueil prévu aux articles 5/1, alinéa 1^{er},1^o, deuxième tiret et 5/2, alinéa 1^{er}, 2^o informant le bénéficiaire d'une suspension ou clôture possible de son dossier est adressé au plus tard un mois après la fin d'une période de suspension ou d'absence à un entretien ou une formation programmée et après au minimum une tentative de reprise de contact par téléphone ou mail.

Art. 6. L'article 13 du même arrêté est complété par deux alinéas rédigés comme suit :

« Le programme d'accompagnement a une durée limitée à maximum une année de suivi effectif à partir de la date de la signature de la convention.

La durée de suivi effectif est calculée en déduisant les périodes de suspension. »

Art. 7. Dans le même arrêté, un article 28/1 rédigé comme suit est inséré :

« Art. 28/1 : En application de l'art. 3 al.1, le bureau d'accueil réserve un nombre de places proportionnel à sa catégorie d'agrément et fonction de la capacité totale des différents bureaux d'accueil agréés.

Art. 8. Les articles 2, 3 et 6 de l'arrêté 2021/1008 du Collège de la Commission communautaire française du 24 juin 2021 modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale sont abrogés.

Art. 9. Produisent leurs effets le 1^{er} juin 2022 :

- 1^o les articles 4, 5, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20 de l'arrêté 2021/1008 du Collège de la Commission communautaire française du 24 juin 2021 modifiant l'Arrêté 2014/562 du Collège de la Commission communautaire française du 24 avril 2014 portant exécution du décret de la Commission communautaire française du 18 juillet 2013 relatif au parcours d'accueil pour primo-arrivants en Région de Bruxelles-Capitale
- 2^o le présent arrêté.

Art. 10. Le Membre du Collège chargé de l'Action sociale et de la Santé est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Bruxelles, le 30 juin 2022.

Par le Collège :

A. MARON,
Membre du Collège chargé
de l'Action sociale et de la Santé

B. TRACHTE,
Présidente du Collège

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

[C – 2022/42193]

30 JUNI 2022. — Besluit 2022/607 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en tot vaststelling van de inwerkingtreding van verschillende artikelen van het besluit 2021/1008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juni 2021 tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikelen 3, tweede lid, 5§ 2, 6§ 2 en 7, vijfde lid;

Gelet op het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit 2021/1008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juni 2021 tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, artikel 23;

Gelet op het advies van de Brusselse Franstalige Adviesraad voor Welzijnzorg en Gezondheid – afdeling Sociale Samenhang, gegeven op 30 mei 2022;

Gelet op het infra-Franstalige overleg van 9 mei 2022;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de respectieve situatie van vrouwen en mannen, vereist krachtens artikel 3, eerste lid, 2°, van het decreet van 21 juni 2013 houdende de integratie van de genderdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 21 april 2022;

Gelet op het evaluatieverslag van de impact van dit besluit op de situatie van personen met een handicap, vereist krachtens artikel 4, § 3, van het decreet van 5 december 2016 betreffende de integratie van de handicapdimensie in de beleidslijnen van de Franse Gemeenschapscommissie, uitgebracht op 21 april 2022;

Gelet op het advies 71.449/4 van de Raad van State, gegeven op 31 mei 2022 met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

OVERWEGENDE

Overwegende dat het besluit 2021/1008 van 24 juni 2021 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2014/562 van 24 april 2014 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest een prioritaire doelgroep en een percentage voor hen gereserveerde plaatsen vaststelt om te voldoen aan de verbintenis die is aangegaan in het samenwerkingsakkoord van 20 december 2018 tussen de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie met betrekking tot het verplicht inburgeringstraject voor de nieuwkomers in Brussel-Hoofdstad om 4.000 trajecten te reserveren voor verplichte nieuwkomers;

Overwegende dat dat percentage is berekend op basis van een totale erkende capaciteit van 5.000 plaatsen en dat de totale capaciteit binnenkort door een nieuwe erkenning zal worden verhoogd;

Overwegende dat het aantal voor de prioritaire doelgroep gereserveerde plaatsen evenredig over de verschillende erkende onthaalkantoren moet worden verdeeld;

Overwegende dat in het besluit 2021/1008 van 24 juni 2021 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie tot wijziging van het besluit 2014/562 van 24 april 2014 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest het begrip ‘actief dossier’ wordt gedefinieerd en dat het noodzakelijk is om dat begrip duidelijker en meer operationeel te maken door de voorwaarden voor het opschorten en afsluiten van dossiers te specificeren;

Overwegende dat het College van de Franse Gemeenschapscommissie de datum van inwerkingtreding van verschillende artikelen van het besluit 2021/1008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juni 2021 tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest nog moet vaststellen, overeenkomstig artikel 23 van dat besluit 2021/1008;

Overwegende dat de artikelen 7, 9, 18, 20, derde lid, 21 en 22 van het besluit 2021/1008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juni 2021 tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest al in werking zijn getreden op 1 juli 2021;

Op voorstel van het Collegelid bevoegd voor Welzijn en Gezondheid,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, in toepassing van artikel 138 van de Grondwet, een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 ervan.

Art. 2. Artikel 2 van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, gewijzigd bij het besluit 2018/2162 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 14 maart 2019, wordt aangevuld met het punt 19°, opgesteld als volgt: “19° actief dossier: een dossier dat niet is opgeschort of afgesloten”

Art. 3. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de volgende wijzigingen aangebracht:

- a) Het eerste lid wordt aangevuld met de volgende zinnen: “Begunstigden die verplicht zijn een inburgeringstraject te volgen op basis van de ordonnantie van 11 mei 2017 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers, hebben voorrang. Voor hen zijn minimaal 4.000 plaatsen gereserveerd van de totale erkende capaciteit van de onthaalkantoren.”;
- b) Het tweede lid, 4°, wordt vervangen door wat volgt:
“4° de modaliteiten voor de opschorting en afsluiting van hun dossier en de voorwaarden voor de uitreiking van de in het derde lid en in de artikelen 11, 20, 20/1 en 20/2 bedoelde attesten;”
- c) De leden 3 en 4 worden toegevoegd, opgesteld als volgt:

“Wanneer de begunstigde verplicht is om het inburgeringstraject te volgen op basis van de ordonnantie van 11 mei 2017 van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van Brussel-Hoofdstad betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers, wordt hem een attest van regelmatige inschrijving overhandigd wanneer hij zich inschrijft in het voorgestelde inburgeringstraject.

Dat attest van regelmatige inschrijving bevat ten minste de volgende gegevens ter identificatie van de begunstigde: naam, voornaam, adres en rijksregisternummer.”

Art. 4. In artikel 5 van hetzelfde besluit wordt het vierde lid opgeheven.

Art. 5. In hetzelfde besluit worden de artikelen 5/1, 5/2 en 5/3 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. 5/1: “Een dossier wordt opgeschort in de zin van artikel 2, 19°:

1° Voor de nieuwkomers die voorrang hebben in de zin van artikel 3, eerste lid:

- in de gevallen en voor de duur voorzien in artikel 2, 1° tot 6°, en 9°, van het besluit van het Verenigd College van 19 juli 2018 tot uitvoering van de ordonnantie van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie van 11 mei 2017 betreffende het inburgeringstraject voor de nieuwkomers;
- een maand nadat er geen reactie is gekomen op de brief van het onthaalkantoor:
 - aan het einde van de in het eerste streepje bedoelde opschortingsperiode, waarna de begunstigde zijn traject niet hervat;
 - omdat men niet aanwezig is bij geplande afspraken of opleidingen.

2° Voor begunstigden die geen nieuwkomers zijn die voorrang hebben in de zin van artikel 3, eerste lid: in geval van tijdelijke onmogelijkheid om het traject te volgen gedurende maximaal zes maanden wegens tewerkstelling, opleiding, gezondheid, onderbreking van het verblijf in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, geboorte van een kind en borstvoeding in het geval van de moeder, om bijstand, verzorging of palliatieve zorgen te verlenen aan een familielid of een persoon die onder hetzelfde dak woont, in geval van overlijden van een familielid in opgaande of neergaande lijn of van de echtgeno(o)te of wettelijk samenwonende partner, in geval van onmogelijkheid om het traject te volgen wegens het ontbreken van een oplossing voor de opvang van een kind dat te jong is om naar school te gaan.

In de situaties bedoeld in het eerste lid, 2°, stelt de begunstigde het onthaalkantoor in kennis van de duur van de onmogelijkheid om het traject te volgen.

In de gevallen bedoeld in het eerste lid, 2°, kan de begunstigde die duur verlengen of vernieuwen door het onthaalkantoor daarvan in kennis te stellen, op voorwaarde dat de gecumuleerde duur van de opschortingen niet meer dan 6 maanden bedraagt.”

Art. 5/2: “Een dossier wordt afgesloten in de zin van artikel 2, 19°:

- 1° Wanneer de begunstigde het traject heeft voltooid en een attest van beëindiging van het traject of een attest van het volgen van het tweede luik heeft ontvangen.
- 2° Voor begunstigden die geen nieuwkomers zijn die voorrang hebben in de zin van artikel 3, eerste lid, van wie de opschortingstermijn is verstreken, een maand nadat het onthaalkantoor een brief heeft gestuurd waarin wordt aangegeven dat het dossier zal worden afgesloten en waarop niet wordt geantwoord, of van wie de opschortingstermijn meer dan 6 maanden bedraagt.
- 3° Voor begunstigden die geen nieuwkomers zijn die voorrang hebben in de zin van artikel 3, eerste lid: in geval van niet-naleving van de in de overeenkomst aangegane verbintenissen betreffende het volgen van opleidingsmodules.
- 4° Voor alle begunstigden die te kennen geven dat ze willen stoppen met het traject waarvoor ze zijn ingeschreven of die zijn verhuisd naar een ander gewest of naar het buitenland.

In de in het eerste lid, 3° en 4°, bedoelde situaties kan de begunstigde later een nieuwe inschrijving aanvragen.”

Art. 5/3: De in artikel 5/1, eerste lid, 1°, tweede streepje, en artikel 5/2, eerste lid, 2°, bedoelde brief van het onthaalbureau waarin de begunstigde van een eventuele opschorting of afsluiting van zijn dossier in kennis wordt gesteld, wordt uiterlijk één maand na afloop van een opschortingsperiode of afwezigheid bij een gesprek of een geplande opleiding verzonden en na ten minste één poging om opnieuw contact op te nemen via telefoon of e-mail.”

Art. 6. Artikel 13 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met twee leden, opgesteld als volgt:

“Het begeleidingsprogramma is beperkt tot maximaal één jaar gedurende welke periode het traject effectief wordt gevolgd vanaf de datum van ondertekening van de overeenkomst.

De periode waarin het traject effectief wordt gevolgd, wordt berekend door de opschortingsperiodes af te trekken.”

Art. 7. In hetzelfde besluit wordt een artikel 28/1 ingevoegd, opgesteld als volgt:

“Art. 28/1: In toepassing van artikel 3, eerste lid, reserveert het onthaalkantoor een aantal plaatsen dat in verhouding staat tot zijn erkenningscategorie en dat afhankelijk is van de totale capaciteit van de verschillende erkende onthaalkantoren.”

Art. 8. De artikelen 2, 3 en 6 van het besluit 2021/1008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juni 2021 tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest worden opgeheven.

Art. 9. Treden in werking op 1 juni 2022:

1° de artikelen 4, 5, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16, 17, 19, 20 van het besluit 2021/1008 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 juni 2021 tot wijziging van het besluit 2014/562 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 24 april 2014 houdende uitvoering van het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 18 juli 2013 betreffende het onthaaltraject voor nieuwkomers in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

2° dit besluit.

Art. 10. Het Collegelid bevoegd voor Welzijn en Gezondheid wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Opgesteld te Brussel, 30 juni 2022.

Vanwege het college :

A. MARON,
Collegelid
belast met Welzijn en Gezondheid

Barbara TRACHTE,
Voorzitster van het College